

Pigistes : ces forçats de l'info

Plus d'un journaliste francophone sur cinq est indépendant : « pigiste », comme on dit. Pas par choix, mais parce que c'est là la seule porte d'entrée possible dans ce secteur en crise. Ces forçats de la presse travaillent dans des conditions scandaleuses.

Inès Marty (CSCE)

Voici arrivée la fête de Noël et, une fois n'est pas coutume, toute la famille est réunie, même les lointains cousins. Tour de table avant qu'un ange ne passe : il y a l'avocat, la comptable, le gérant de magasin, la cancérologue qui sort fumer sa clope, l'instituteur, et puis il y a... la journaliste. « Journaliste ?! » Le gentil tonton s'extasie : « Magnifique, ce doit être passionnant ! » Le cousin Jérôme, tendance « complotiste », lance ses flèches : « Alors tu racontes des carabistouilles toute la journée !? Tu es à la solde du grand capital (ou du PTB/Ecolo/PS/etc.) ?! Tu passes ta journée devant ton écran, à piquer des sujets aux "vrais" journalistes, ceux qui n'ont pas le diplôme mais qui sont réellement indépendants, et qui écrivent des blogs hyper intéressants et bien plus objectifs que les articles des journaux !? Et tu gagnes bien ta vie tandis que les bloggeurs, eux, la plupart informent les gens gratuitement !? » Autour de la dinde, Mathilde explique que non, elle n'est pas devant un écran toute la journée, pas plus qu'elle ne pique des sujets à qui que ce soit. Qu'elle n'est pas invitée aux cocktails des partis ni à ceux des banquiers. Qu'elle revient d'un voyage de trois semaines au Bangladesh payé sur sa cassette personnelle, où elle est allée flanquée de son appa-



Beaucoup de journalistes et de techniciens de l'audiovisuel vivent une situation professionnelle très précaire. Comment, dans ces conditions, espérer une presse de qualité et à l'abri des pressions ?

euros par photo publiée, et que la RTBF se tâte. Et qu'en vitesse de croisière (sauf que son rythme s'apparente davantage à un marathon qu'à une croisière), lorsqu'elle produit au moins quinze articles par mois pour « son » journal (et là, elle admet que la qualité n'est pas toujours au rendez-vous), elle gagne 900 euros par

tirent le diable par la queue. Que son amie Valérie, qui écrit pour *Le Soir*, est payée 0,025 euro le signe, soit quelque 62,5 euros pour un article « standard » de 2.500 signes. Que Paul, collaborateur à Sudpresse, reçoit l'aumône de 25 euros pour un même article. Et que tous ces indépendants qui travaillent au desk ou sur le site internet d'un média pendant toute une journée sont payés cent euros par jour, pour les plus chanceux. Tous ces tarifs s'entendent bruts, bien entendu.

Mais on la coupe : « De toute façon, tu ne fais pas ça pour l'argent », tranche sa tante, directrice des ressources humaines dans une grande entreprise...

Le déséquilibre entre l'offre et la demande de boulot entretient un système où les places sont si chères que tout, ou presque, est permis.

reil photo, de son enregistreur et de sa caméra, car elle veut rendre compte de la réalité des réfugiés Rohingyas. Que son reportage est presque prêt, qu'un hebdo s'est engagé à le lui acheter pour... 700 euros, plus 50

mois. Bruts évidemment, puisqu'elle est indépendante. Elle a envie d'expliquer, aussi, qu'elle n'est pas la seule dans le cas. Que (presque) tous ses jeunes – et beaucoup de moins jeunes – collègues

Un prolétariat intellectuel

« Pas pour l'argent » : tel est souvent le maître mot, et peut-être l'un des dénominateurs communs, des

jeunes qui travaillent dans le monde des médias. L'éventail est large, de l'ingénieur du son à l'« animatrice » d'une émission de loisirs, du rédacteur internet au cameraman, de la journaliste « inter » au critique rock, de la rédactrice « mode » au journaliste « info ». Une armée de passionnés, pour la plupart indépendants ou intérimaires, puisque telle est la condition *sine qua non* pour faire son entrée dans ce secteur en crise et, de plus en plus souvent, pour y rester.

Car en journalisme, la demande est bien plus forte que l'offre. Ce déséquilibre entretient un système où les places sont si chères que tout, ou presque, est permis : mauvaises conditions de travail, faible rémunération, précarité. Certains jettent l'éponge, comme cette pigiste qui, après six ans d'articles payés au signe dans un grand quotidien, a finalement décidé de s'occuper d'un jour-

**Derrière la façade
des médias
francophones
de Belgique
se développe
un véritable
« prolétariat
intellectuel ».**

nal d'entreprise, pour un salaire dont elle n'aurait jamais rêvé, même après dix ans, dans la « grande » presse.

Ainsi, derrière la façade des médias francophones de Belgique se développe un « prolétariat intellectuel » dont le grand public ignore les incroyables conditions de travail et leurs conséquences sur la qualité de l'information. Revenus de quelques centaines d'euros pour des semaines de cinquante heures, barèmes inexistantes ou fixés à la tête du client, tarifs inchangés depuis plus de dix ans, concurrence effrénée, retards ou refus de paiement, soumission absolue aux exigences de l'employeur... Voilà le sort que partagent de plus en plus de journalistes indépendants, qu'ils soient rédacteurs pigistes, intérimaires à la radiotélévision, photographes ou caméramans.

Quand il faut payer pour être (mal) payé

Désormais, les journalistes indépendants de Sudpresse – avant ceux de Rossel ? – doivent financer eux-mêmes les services chargés de l'administration des pigistes.

La direction de Sudpresse (*La Meuse, Nord-Eclair, La Province, La Capitale, La Nouvelle Gazette*) a décidé de confier l'administration et la facturation des pigistes à une société externe sous-traitante (ProUnity). Jusque-là, (presque) rien à redire si, comme l'affirme le groupe de presse, il s'agit de gagner en efficacité. Mais voilà : Sudpresse fait financer ce service externe par ses indépendants : ces derniers doivent laisser 3% de leurs émoluments à cette plateforme, et ce à chaque facturation ! Chez ces indépendants de Sudpresse, qui sont déjà parmi les plus mal payés de la presse quotidienne, la pilule passe mal. Mais, la peur au ventre, certains ont déjà signé leur accord : c'est qu'on leur a clairement laissé entendre que s'ils refusaient, ils avaient le droit... d'aller voir ailleurs.

Mais l'histoire ne s'arrête évidemment pas là : Sudpresse fait partie, pour parler simple, du groupe Rossel. Par conséquent, les journalistes indépendants du *Soir* craignent, eux aussi, de se voir imposer le même système ; des informations circulent selon lesquelles celui-ci entrerait en vigueur à partir de juin 2018. Le sang de la Société des Journalistes Professionnels du *Soir* (SJPS) n'a donc fait qu'un tour. Les membres du CA ont interpellé la direction de Rossel. Extraits choisis :

Cette ponction imposée à nos indépen-

dants réguliers, contributeurs à l'image du journal, s'ajoute de manière autoritaire à d'autres atteintes, déjà dénoncées par la SJPS, tant à la rédaction en chef qu'à la direction générale, dont des tarifications journalières indignes (parfois 100 euros brut) et des retards récurrents (jusqu'à 6 semaines) des paiements des piges, reléguant certains de nos collègues indépendants à des situations d'humiliation et de précarité. Ces situations sont indignes d'un journal dont les prises de position éditoriales, lorsqu'elles s'intéressent à autrui, se veulent intransigeantes à l'égard de pareilles pratiques.

Le CA de la SJPS exige de la direction de Rossel une réponse immédiate aux questions qui lui ont été communiquées.

Il exprime sa solidarité avec les actions entreprises par l'AJP et avec les travailleurs indépendants de Sudpresse dont certaines copies aboutissent, du fait des accords de collaboration intergroupe, dans les colonnes du *Soir*.

Le 24 novembre, la direction répondait en ces termes à la SJPS :

*Bonjour à toutes et à tous,
Ce message en réaction au courriel de la SJPS.*

Rossel déploie actuellement chez Sudpresse un outil de facturation et de gestion administrative, financière et fiscale des productions des journalistes ↗

Variable d'ajustement

La Belgique francophone compte quelque 2.100 journalistes professionnels, la plupart diplômés de l'université ou d'une Haute école. Parmi eux, 480 (29%) sont des indépendants, aussi appelé « freelances » ou « pigistes ». (1) Ils vivent la crise des médias de plein fouet. Taillables et corvéables à merci, pour une rétri-

bution de misère, ils permettent aux journaux d'économiser les cotisations sociales, alors que dans certaines rédactions, les salaires démesurés de chefs « placardisés » (d'anciens rédacteurs-chefs ou directeurs écartés pour n'avoir pas atteint « les objectifs », et soigneusement rangés dans des placards dorés, sans rien perdre de leurs avantages) en feraient pâlir plus d'un. ↗

⇒ indépendants. Chez Sudpresse, la plateforme est dans sa phase de premier lancement et il a été demandé aux pigistes de la tester d'ici à mars 2018.

Ce projet n'est pas encore d'actualité au Soir. Cet outil nous a été présenté à Didier D'Artois et à moi-même pour la toute première fois ce lundi 20 novembre. Nous serons amenés avec la rédaction à analyser ladite plateforme en temps utile (pas avant la fin du test de Sudpresse) et avec la rigueur appropriée quant aux modalités d'implémentation et d'utilisation pour l'ensemble des parties. Ceci sera fait bien évidemment en concertation avec la SJPS. Je déplore sincèrement que des informations incorrectes et non validées par la Direction du Soir, communiquées par des personnes externes au Soir, aient ainsi pu circuler et poser question.

Très cordialement,
Olivier De Raeymaeker
Directeur Général

Un petit joyau de langue de bois, qui ne sera certainement pas de nature à rassurer les indépendants du Soir.

De son côté, l'Association des Journalistes Professionnels (AJP) a écrit à la direction de Sudpresse pour lui demander de revenir sur cette décision scandaleuse, sans succès jusqu'ici. Elle a également interpellé Jean-Claude Marcourt, Vice-président du gouvernement de la Communauté Wallonie-Bruxelles : le décret sur les aides à la presse prévoit en effet « le respect des accords applicables aux indépendants ». Marcourt a promis de se pencher sur la question...

⇒ Les pigistes représentent, en quelque sorte, la « variable d'ajustement » rêvée des journaux. Leurs revenus mensuels sont au plancher : plus de la moitié des journalistes professionnels indépendants ne gagnent pas plus de 2.300 euros bruts/mois, ce qui représente, pour les mieux payés, moins de 1.700 euros nets. 4 sur 10 vivent avec moins de 2.000 euros bruts, et 13% sont

sous les 1.000 euros bruts. Ces rémunérations sont inchangées depuis au moins dix ans, pour la plupart. Et, bien entendu, les pigistes n'ont pas accès aux avantages dont bénéficient les autres salariés des médias

Meuse, etc.), les collaborateurs indépendants de ces journaux ont créé un collectif pour défendre leur gain-pain. Un forum ouvert par l'AJP a rassemblé quelque septante freelances. La direction du Soir – contrairement

Les médias sont plus prompts à dénoncer les abus constatés chez les autres qu'à balayer devant leur propre porte.

auxquels ils collaborent : tickets restaurant, remboursement des frais de déplacement (ou voiture de société), jours de récupération, assurance contre les risques inhérents à certains reportages, assurance hospitalisation et assurance-groupe, participation patronale au supplément légal de la pension de journaliste, etc.

A l'aune de ces conditions financières scandaleuses, on pourrait affirmer que la majorité des jeunes indépendants et autres précaires du secteur de la presse sont des esprits libres, qui ont choisi de privilégier leurs goûts plutôt que leurs revenus. Mais il est évidemment plus facile d'adopter cette attitude désintéressée et aristocratique quand papa et maman veillent au grain, ou lorsqu'on est bien né ou bien marié. Les autres se débrouillent, multiplient les à-côtés et, s'ils persévèrent, c'est qu'ils estiment souvent, en effet, qu'ils touchent l'autre moitié de leur salaire dans le plaisir qu'ils ont à vivre au quotidien ce qui est souvent une passion. Le prix du rêve, parfois de l'illusion.

Du poids de l'action collective

« Seul dans son travail, le journaliste indépendant l'est aussi bien souvent dans la défense de ses droits devant l'éditeur. Et comme cette catégorie de travailleurs est la plus fragile dans le métier, le pigiste pèse souvent le poids d'un pigeonneau dans la négociation », dénonce l'Association des Journalistes Professionnels, qui veille aux intérêts des journalistes et à la qualité de la presse. Il n'empêche : lorsque ces travailleurs précaires unissent leurs forces, leur combat peut s'avérer payant. Ainsi, en mars 2012, suite au plan de synergies annoncé entre les titres du groupe Rosel/Sudpresse (*Le Soir, La Capitale, La*

à celle de Sudpresse – s'est alors intéressée d'un peu plus près au sort de ses pigistes : rien de révolutionnaire, mais un geste de bonne volonté. En décembre 2012, les indépendants de Notélé se sont constitués en collectif, et se sont croisés les doigts durant tout un week-end. Dans les 24 heures, la direction de la télé locale tournaisienne leur fait une proposition. En mars 2013, un « collectif de pigistes (dés)-amoureux de la RTBF » a publié un appel à la direction dans *Journaliste* (le mensuel de l'AJP) pour dénoncer leur situation de « pigistes à durée indéterminée » sans perspective d'engagement. Peu après, un accord social est intervenu, pour attaquer sérieusement le problème (*lire en p. 87*). Il n'empêche : le plus souvent isolés, craintifs à l'idée de perdre un job qui les passionne, s'accrochant à celle d'être quand même engagés un jour, mis en concurrence entre eux, les pigistes n'ont guère le réflexe du collectif. La solidarité, d'ailleurs, est devenue une denrée rare dans l'ensemble de la profession, minée par les plans de restructuration incessants depuis une vingtaine d'années.

La liberté... d'exploiter

Le chemin semble encore long et semé d'embûches pour tous ceux qui choisissent d'embrasser la profession de journaliste. Pour nombre d'entre eux, la réalité de leur métier ressemble un peu à celle décrite dans *On achève bien les chevaux*, le film de Sydney Pollack (1969), adapté du chef-d'œuvre d'Horace McCoy. Robert et Gloria, issus de la *middle class* américaine, participent, six jours d'affilée, à l'un de ces terribles marathons de danse pour décrocher, au bout de la douleur, la prime promise aux vainqueurs. Heureusement, la plupart des jeunes journalistes belges, détenteurs d'un diplôme universitaire ou d'une Haute école, n'en

sont pas là. Mais ils sont de plus en plus nombreux à souffrir, à bosser dans des conditions qu'on n'imagine pas. Ils se serrent la ceinture, peinent à joindre les deux bouts et, en plus, personne ne songe à les en plaindre. Ils ont un travail, prestigieux de surcroît, pourquoi protesteraient-ils ? Eux-mêmes, d'ailleurs, se plaignent rarement publiquement. Ils rêvent de trouver leur place dans la presse, et n'ignoraient pas, en se lançant, que les emplois salariés étaient rares. Mais bien peu imaginaient que cette « liberté de la presse », garante d'une société démocratique, dont se flattent

volontiers les éditeurs, avait son corollaire : la liberté d'exploiter une main-d'œuvre abondante et passionnée.

Et jamais, dans les « grands » médias, on ne parle de cela. Pourtant, dans les rédactions, des journalistes et des éditorialistes se lèvent pour dénoncer les traitements iniques réservés à nombre de travailleurs, les conditions de travail de plus en plus pénibles dans certaines professions, l'ubérisation du travail, la précarisation de la classe moyenne, etc. Mais ces injustices que les médias

dénoncent, elles fleurissent en leur sein. Cette justice qu'ils réclament, ils ne se l'appliquent pas à eux-mêmes. C'est que dans un monde médiatique de plus en plus critiqué, on préfère faire le gros dos plutôt que d'affronter la critique. Soyons de bon compte, ils ne sont pas les seuls à ne pas s'appliquer à eux-mêmes les valeurs qu'ils affichent. Mais les médias sont plus prompts à dénoncer les abus constatés chez les autres qu'à balayer devant leur propre porte. Ce qui est contraire à l'essence même du journalisme. □

(1) Source : AJP

La RTBF... de « service public »

Cela fait des années que la RTBF a recours à des travailleurs intérimaires qui ne bénéficient ni de la stabilité d'emploi, ni des avantages accordés aux contractuels. Des « petites mains » taillables et corvéables à merci, et soumis à toutes les pressions.

Inès Marty (CSCE)

L'année 2013 vient de débuter. Une vingtaine de collaborateurs de la RTBF, dont plusieurs techniciens, adressent un « Appel à la direction de la RTBF », signé par « Un collectif de pigistes (dés-) amoureux de la RTBF ». « Si nous ne sommes pas plus nombreux, expliquent leurs auteurs, c'est qu'un bon nombre craint que leur soutien à ce collectif leur soit un jour reproché et leur cause des soucis professionnels. » Ils dénoncent « des contrats RTBF à la journée, soigneusement entrecoupés de contrats passés via une agence d'intérim (ayant un bureau au sein même de l'entreprise publique). Objectif : éviter que cette succession de petits contrats n'ouvre un quelconque droit à un contrat à durée indéterminée. Le système est bien organisé, et pour cause : loin d'être de petits remplacements occasionnels, ces piges sont nombreuses et occupent souvent la plus grosse partie de l'emploi du temps de ceux qui les prestent. (...) Il rend les pigistes vulnérables en ne leur permettant pas de s'exprimer librement, et en les mettant en concurrence les uns avec les autres. "Si tu n'es pas content, tu peux aller voir ailleurs". Ce statut crée aussi deux catégories de travailleurs :

ceux qui ont droit à des jours de récupération, et ceux qui n'y ont pas droit, et ce pour un même poste de travail. Diviser pour régner (...). Certains d'entre nous travaillent depuis si longtemps sous ce statut qu'aucun de nos collègues ne s' imagine que c'est sans un contrat digne de ce nom. (...) Espérons que cet appel puisse être l'ébauche d'une nouvelle technique de management plus responsable et plus durable. »

« Une nouvelle technique de management plus responsable et plus durable » ? Ne rêvons pas d'étoiles inaccessibles : le temps des statutaires (« fonctionnaires ») à la RTBF est bel et bien révolu : plus un seul nouvel engagé ne l'est sous ce statut. Mais la règle du contrat à durée indéterminée (CDI) devrait au moins être la règle. Le nombre de contrats temporaires ou « à la pige » devrait être limité. On est loin du compte. Et la direction

de la « grande maison » ne semble pas vraiment pressée d'inverser la tendance. Mais, à chaque mobilisation sociale autour du scandale des pigistes, contrainte et forcée, elle consent l'un ou l'autre « geste » à son armée de forçats. Ainsi, en 2014, ↗



A chaque mobilisation sociale autour du scandale des pigistes, contrainte et forcée, la RTBF consent l'un ou l'autre « geste » à son armée de forçats.

⇒ elle a signé un accord prévoyant la limitation à 12% (sur 1.900 équivalents temps plein) du quota total de contrats à durée déterminée (CDD) et pigistes. L'accord stipule également que les contrats d'une durée inférieure à trois mois (les contrats des « pigistes », donc) feront désormais l'objet d'un contrat d'intérim, via l'agence Randstad. Au-delà de trois mois, le travailleur devra être engagé sous contrat CDD ou CDI (après deux contrats CDD) (1).

Quand une agence d'intérim se transforme en secrétariat social

Un bel accord, en apparence. Dans les faits, la réalité est tout autre. On évite soigneusement de rendre les collaborateurs « Cédésibles » (on les appelle cyniquement « les risques CDI »), en entrecoupant deux contrats CDD de plusieurs jours de non-emploi. Et si l'on recourt (un peu) moins, c'est vrai, aux intérimaires, on continue de les traiter d'une manière scandaleuse (*lire le témoignage de Miguel, en p. 89*) et... pérenne. « Normalement, un intérimaire est engagé pour remplacer un contractuel malade, ou en cas de pic d'activité, rappellent en chœur Patrick Blommaert (président de la CGSPIRB, c'est-à-dire l'inter-régionale bruxelloise de la CGSP, et président du secteur bruxellois de la culture), Bernard Gabus (président de la CGSPIRW, c'est-à-dire l'inter-régionale wallonne de la CGSP), et Bruno Konings, (secrétaire de l'IRW). A la RTBF, ce n'est pas du tout de cela qu'il s'agit : les intérimaires fournissent un travail habituel, qui sera toujours à fournir. Mais, en moyenne, la chaîne publique fait réaliser un job pérenne par deux à trois intérimaires : une manière de « cacher » de l'emploi pérenne en ayant le moins possible de liens contractuels avec ceux qui l'exécutent. »

En outre, qu'est censé faire un bureau d'intérim, normalement ? Multiplier les opportunités d'emploi pour les travailleurs, proposer leurs services à – ou répondre aux demandes de – plusieurs employeurs poten-

tiels ? Et que fait l'agence Randstad, chargée de faire signer leurs contrats aux intérimaires ? L'agence reçoit la liste des gens proposés par la RTBF, et se contente ensuite de faire office de secrétariat social. Le visiteur de la maison Reyers, « égaré » au dixième étage, sera surpris de trouver l'agence d'intérim Randstad installée dans un grand bureau, à elle tout dédié. Une agence d'intérim, installée à demeure, à quelques mètres du bureau de la direction des Ressources humaines : tout est dit...

La RTBF n'a pas l'exclusivité des mauvais traitements

Ne nous faites pas dire ce que nous ne disons pas : la RTBF n'a pas l'exclusivité des « mauvais traitements ». Certaines rédactions de télévisions locales et de radios communautaires sont le théâtre quotidien de harcèlements à l'encontre de collaborateurs (et, évidemment, de collaboratrices) fragilisés par des statuts précaires. Les témoignages sont tellement nombreux, et parfois tellement stupéfiants, qu'ils mériteraient à eux seuls un autre article... A RTL, récemment placée sous le feu de l'actualité en raison du licenciement annoncé de nombreux membres du personnel pour cause de « virage numérique raté », on bri-

Mais « la RTBF, ce sont quelque 1.900 équivalents temps plein, hors intérimaires et CDD, soit environ trois fois plus qu'à RTL, soulignent nos représentants syndicaux CGSP. Tout ce qui se passe à la RTBF a donc un grand impact. La RTBF était le dernier lieu où les métiers de l'audio-visuel étaient structurés et respectés. Si ce bastion tombe, ce sera la précarité organisée partout ».

Et le bouchon saute

Revenons donc à la RTBF et à ses intérimaires. Et aux implications de ce sous-statut sur la qualité de l'information. « Quand un journaliste, ou un cadreur, ou un preneur de son a un contrat précaire, il est évidemment plus facile d'exercer une pression sur lui. Un politique n'est pas heureux du reportage qui lui a été consacré ? Il lui suffit de faire comprendre aux « petites mains » qu'elles seraient bien inspirées de dire que les images ou le son sont mauvais, par exemple. Sans certitude aucune qu'ils seront soutenus par leur hiérarchie, ces collaborateurs fragilisés seront davantage enclins à céder que leurs collègues statutaires ou ceux qui bénéficient d'un contrat à durée indéterminée », poursuivent les représentants du syndicat socialiste. C'est dire si l'enjeu est important.

« Tant qu'on leur laisse les moyens de faire ce qu'ils aiment, et qu'ils ont le sentiment de faire du bon boulot, les gens se taisent. Mais quand on touche à la fois à leurs moyens de créer et à leur statut, alors ça explose. Un jour, le bouchon saute, et parfois pour une brouille : c'est la goutte qui

Quand on touche à la fois à leurs moyens de créer et à leur statut, alors ça explose. Un jour, le bouchon saute.

fait déborder le vase. Par exemple, une voiture RTBF indisponible, alors qu'elle avait été réservée par l'équipe. Et alors, tout à coup, les gens posent leur caméra, comme ça, spontanément. Le travail s'arrête, et les syndicats ne sont même pas avertis. La direction connaît le danger, et dès qu'un mouvement de grogne sociale éclate, elle tente de colmater le bazar, d'apaiser les histoires, et de donner satisfaction aux travailleurs, sur l'une ou l'autre de leurs revendications. Du

coup, les choses se passent parfois de façon un peu chaotique. Mais elles se passent. » Une précision importante, qui échappe parfois aux travailleurs sous statut précaire : les syndicats de la fonction publique (la CGSP, mais également la CSC Services publics et la SLFP) n'ont pas autorité pour se mêler des compétences de l'agence Randstad, par exemple, laquelle est une boîte privée. Leur marge de ma-

noeuvre concernant les intérimaires est donc limitée.

Cela dit, et parce que terminer sur une note positive est toujours encourageant : en octobre 2016, après une nouvelle mobilisation spontanée du personnel (ces AG « spontanées » ont rassemblé parfois plus de 400 personnes), un nouveau protocole d'accord a assoupli (et objectivé) les conditions d'ancienneté et de volume

d'heures de travail donnant accès à un poste de travail contractualisé. Trente-cinq intérimaires ont bénéficié de ce mécanisme.

Le chemin sera sans doute encore long pour les intérimaires, mais il y a un chemin. En tout cas, on veut y croire. □

(1) Source : *Journalistes*, juillet-août 2014-n°61

Depuis douze ans sur un siège éjectable

Miguel est entré à la RTBF en 2005. En bas de l'échelle des métiers techniques. Il s'est formé et, aujourd'hui, il occupe un poste à responsabilité. Seul son statut n'a pas changé...

Inès Marty (CSCE)



Grand et baraqué, Miguel (46 ans) a le physique de ses premiers boulots à la RTBF, qu'il a intégrée après avoir travaillé une dizaine d'années à l'usine, en tant que peintre en charpente. Sa carrière dans la radiotélévision publique, il l'a commencée en 2005, en jouant le « gros costaud des plateaux » : en tant que machiniste, il a d'abord fabriqué les plateaux de télé et meublé les studios, monté les décors, les gradins, les cabines. Il a ensuite été câbleur : celui qui suit les caméras à l'épaule en portant les câbles, de manière à ce que le cadreur ne soit pas gêné dans ses mouvements. Un job de « mandaille » qui exigeait une disponibilité extrême, une flexibilité de tous les instants : « Il m'est arrivé de travailler dix-huit heures d'affilée, sans avoir le temps de manger. » La vie sociale et familiale est difficile à organiser : « On t'appelle pour te demander de travailler le lendemain, voire le jour même. Et tu y vas : trop peur de ne plus être appelé. Autrement dit, la vie en-dehors de la RTBF passe souvent à la trappe. » Mais Miguel acceptait tout ça d'autant plus volontiers que des collègues – et des chefs – bien intention-

⇒ nés lui répétaient à l'envi que « moi aussi, j'ai commencé comme pigiste ; accroche-toi, un jour tu l'auras, ton contrat ». Et puis, il y avait l'ambiance. Une sacrée bonne ambiance. « Après chaque journée, après chaque tournage, toute l'équipe se retrouvait autour d'un verre. Maintenant, tout ça, c'est terminé. Les gens n'ont plus la possibilité de se côtoyer, les bureaux des uns sont inaccessibles aux autres, et les gardes Securitas veillent au grain : si tu es surpris à te balader là où tu n'es pas censé être, simplement pour retrouver des copains et des collègues, tu es poliment invité à faire demi-tour. »

L'histoire d'une passion, et d'une vie

Aujourd'hui, il occupe une fonction (« Ne dites pas laquelle, parce que je serais trop facilement reconnaissable ») qui exige moins de muscles, sans doute, mais qui est aussi plus sensible, avec beaucoup de responsabilités. Il enchaîne les semaines de cinquante heures, toujours sous contrat intérimaire. A la question de savoir s'il a encore l'espoir, après toutes ces années, d'obtenir un jour

le fameux sésame, à savoir un CDI, il répond, avec un soupir : « Si je postulais au montage, j'aurais des chances : la RTBF est en manque chronique de monteurs. Mais pour cela, il faudrait que je me familiarise de nouveau avec les techniques du montage pendant un ou deux mois,

toire de ma vie... »

Miguel, d'ailleurs, s'estime heureux de ne pas avoir été contraint, jusqu'ici, à abandonner le job et le milieu qu'il aime, malgré les difficultés : « Des collègues ont dû abandonner la RTBF, malgré leurs piges régulières depuis des années, parce

« Une bonne part de la souffrance des pigistes vient du fait qu'on ne fait pas vraiment partie de l'entreprise, alors qu'on se donne à fond. »

et que je fasse ça en plus de mon boulot actuel. Honnêtement, je n'en ai pas le courage. Je suis vidé. »

Pourquoi, dans ces conditions, reste-t-il à la RTBF ? « Je gagnerais moins au chômage : ici, je me fais environ 1.750 euros par mois. Et puis, la solitude du chômeur, les affres de la chasse aux chômeurs, tout ça, franchement, pfff... Mais, surtout, si je reste, c'est parce que j'aime mes collègues, et j'aime mon boulot. Mes collègues et ma passion, oui, c'est l'his-

que l'Onem les a obligés à accepter un autre boulot, sous peine de perdre leur complément de chômage. » Certains jettent le gant lorsqu'un enfant naît : « Là, le besoin de stabilité devient impérieux. »

On peut espérer qu'après tant d'années, Miguel, lui, soit au moins rassuré sur la...pérennité de son job d'intérimaire. « Pas du tout ! La RTBF est en pleine restructuration, tout le monde doit faire de tout et, désormais, d'autres peuvent réaliser mon

« On donne de l'espoir aux gens, »

Mélanie travaille dans la rubrique Culture d'un grand quotidien francophone. Un chouette boulot, que beaucoup lui envie. Sauf qu'elle est pigiste. Et que c'est la galère. Rencontre.

Interview réalisée par Inès Marty (CSCE)



Mélanie, pas encore la trentaine, irradie. Sa voix chante – révèle un soupçon d'accent français – et son ton est posé, presque doux, sauf quand elle s'emballa sous le coup d'une colère trop longtemps contenue. Ses grands yeux bruns brillent de la passion et de la curiosité de ceux qui font ce qu'ils aiment. Depuis cinq ans, elle travaille comme journaliste « culture » dans un grand quotidien francophone.

Ce qu'elle aime, dans ce job ? (Presque) tout. Exercer une activité « artistique », créative, intellectuelle, qui lui permet d'être au quotidien en contact avec des gens passionnants,

boulot. Un jour, on pourrait très bien me dire qu'on n'a plus besoin de moi, qu'un autre va me remplacer. »

Le rôle important de l'action collective

Miguel a, depuis toujours, la fibre sociale et militante. Il est syndiqué de longue date au syndicat socialiste. « Au début, le combat syndical en faveur des pigistes était surtout formel – la délégation se contentait de réclamer la transparence sur le nombre des pigistes, alors qu'il suffisait de se balader dans les couloirs pour avoir une idée de l'ampleur du phénomène –, et on se sentait peu concerné par leurs autres revendications. Ensuite, de nouveaux délégués sont arrivés, et ils ont mis la précarité dans la liste de leurs revendications. Au printemps 2015, on a organisé une action devant les bureaux de la direction, à Reyers. Plus de 200 personnes ont pris congé pour participer à cette action de la CGSP wallonne, et on a réalisé une vidéo très réussie sur le sujet : par un tour de passe-passe, un "magicien" y fait disparaître les CDI et les CDD pour leur substituer des contrats intérimaires (1). Le sujet est

tellement sensible à la RTBF que les techniciens sont capables de déposer leur caméra, leur micro et leurs câbles comme ça, en dehors de tout préavis de grève. La veille de l'action, la direction annonçait zéro engagement, non négociable. Deux jours plus tard, une dizaine de CDI sont tombés...

Aujourd'hui, les syndicats mettent en avant les pensions et les salaires exorbitants des mandataires, et je trouve ça juste. Mais nous, les pigistes, nous sommes encore nombreux, et cela reste un sujet mobilisateur.

La souffrance des pigistes

Cela dit, la précarité de leur emploi ne favorise pas l'engagement individuel des intérimaires : « Quand on s'expose, quand on l'ouvre trop, on se met clairement en danger. Le simple fait qu'une délégation syndicale cite ton nom au conseil d'entreprise suffit à te griller auprès de la direction. Je pense notamment à Sarah. Il y a eu une offre de CDI pour une fonction de scripte, elle s'est présentée. C'est une autre qui a eu le poste. Pourtant, Sarah était là depuis bien plus long-

temps (plus de dix ans), et elle avait prouvé mille fois ses compétences et sa motivation. La direction a refusé de justifier son choix... Sarah en a eu marre et elle est partie. Son nom avait, à de nombreuses reprises auparavant, été cité par les syndicats en conseil d'entreprise... »

« Dites, est-ce que je peux citer les noms de mes camarades qui vivent la même situation que moi, et qui sont de super collègues ? Je ne suis pas tout seul, vous savez ; il y en a qui sont encore bien plus mal lotis que moi. Je pense à Fabrizio, à Yves, à Maria, à Mathieu, Popol, Maud et Max, Pierre, et j'en oublie sûrement. Des gens chouettes, qui bossent avec passion. Et qui souffrent. »

« Une bonne part de la souffrance des pigistes vient du fait qu'on ne fait pas vraiment partie de l'entreprise, alors qu'on se donne à fond, et qu'on fait le job avec les mêmes personnes pendant des années. Tous ces liens peuvent être arrachés comme ça, du jour au lendemain, et sans justification. Et ça, c'est très dur... » □

(1) https://www.facebook.com/pg/CGSP-IRW-RTBF-473326232772840/videos/?ref=page_internal

et puis on les lâche »

parfois célèbres, sûrement enrichissants. S'immerger dans les derniers livres parus, assister aux avant-premières ciné, aux répétitions générales de théâtre, se presser aux concerts, aux expos, courir les festivals, et puis partager ses émotions grâce à l'écriture. La culture est pour elle, comme le disait joliment Georges Duhamel, « ce qui fait d'une journée de travail une journée de vie ».

« Wouah, quelle chance que tu as ! » Combien de fois n'a-t-elle pas entendu cette réflexion de la bouche de ses amis qui, au même âge, gagnent trois ou quatre fois plus qu'elle dans la publicité, l'informatique ou la communication ! La chance ? Celle de faire un boulot très, très chouette, et qui justifie bien quelques sacrifices. Sauf que...

Sauf que Mélanie est journaliste indépendante. « Pigiste », comme on dit. Et qu'elle vit dans une précarité que le public, et certains de ses amis,

ne soupçonnent même pas. Elle s'en ouvre à *Ensemble !*

Ensemble ! Beaucoup de pigistes ont refusé de se laisser interviewer, de témoigner de leurs conditions financières – et de travail – scandaleuses, parce qu'ils craignent de se faire « repérer » et de perdre leur boulot. Ce n'est manifestement pas votre cas...

Mélanie : Je veux témoigner, je suis fâchée, déçue, triste. Les gens ne se doutent pas de ce que nous vivons, nous, les jeunes journalistes indépendants. A qui on fait miroiter un engagement « futur », « dès que les finances le permettront », et puis qu'on laisse sur le carreau, et que l'on utilise comme « bouche-trous perpétuels ». Mais je ne voudrais pas que mon témoignage apparaisse comme l'expression d'une frustration, ni comme un règlement de comptes à l'égard du journal pour lequel je

travaille. Je n'ai pas envie de cracher dans la soupe, mais je pense néanmoins que si l'on ne parle pas de nos conditions de travail, rien ne changera jamais.

Qu'est-ce qui vous fait craindre que votre témoignage puisse être interprété comme un « règlement de comptes » ?

Je me suis demandée, après avoir accepté cette interview, si je n'étais pas habitée par ce genre de tentation. Car, pour être honnête, je viens d'encaisser un choc. On m'avait fait des promesses d'engagement, que l'on n'a pas tenues. Mais c'est comme ça, dans ce milieu : c'est le jeu, et je le savais. J'y ai quand même cru, peut-être que je me suis voilé la face. Je donne tout, en tout cas le meilleur de moi-même, depuis cinq ans. J'adore ce boulot, donc je n'ai jamais pu dire « non » à un sujet qu'on me proposait. J'ai tout pris, car tout

⇒ m'intéresse, tout me passionne, en tout cas en culture. Je ne suis pas la seule dans le cas : beaucoup de mes copains journalistes de ma génération sont dans le même cas. Les patrons des journaux misent là-dessus : sur notre passion. Les jeunes de mon

près tous les jours pour « mon » journal. Quand je n'écrivais pas, je travaillais sur la rédaction d'un papier pour le lendemain. Après avoir lu des bouquins, ou assisté à des spectacles ou des concerts. Vous imaginez bien qu'avec un tel rythme de travail, il est

mal » payé un salaire « normal », et puis de passer de bons moments avec mon copain et mes amis, et un jour peut-être d'avoir des enfants...

Je n'ai pas envie de cracher dans la soupe, mais si l'on ne parle pas de nos conditions de travail, rien ne changera jamais.

âge qui se rêvent journalistes, ils sont passionnés. Donc, ils acceptent des conditions financières scandaleuses, et ils se disent qu'un jour, ces « sacrifices » seront payants, qu'ils finiront par être engagés. Alors oui, c'est vrai, de temps en temps, on en engage l'un ou l'autre, à qui on propose soit un CDD, soit – mais c'est rare – un CDI. Mais le gros de la troupe reste sur le carreau. C'est mon cas. Je n'ai pas eu de contrat – la rubrique Culture n'a pas eu le budget pour engager –, mais en plus, mes piges ont beaucoup diminué depuis le début de l'année 2017. Les chefs de service ont reçu pour consigne de moins recourir aux indépendants. Me voici donc redevenue une « vraie » indépendante...

Vous évoquez des conditions financières « scandaleuses » : concrètement, quelles sont-elles ?

Mon journal paie ses pigistes au tarif de 0,025 euro le signe. C'est le même tarif depuis dix ans. Un article « standard » fait environ 3.200 signes, cela signifie que je gagne environ 80 euros bruts par article. Si l'on y ajoute quelques brèves (NDLR : un texte court, 10 lignes maximum, livrant une information très concise), j'arrivais à la « bonne » période à gagner 2.000 euros bruts par mois, en travaillant tous les jours, week-end et soirées compris, et à condition de publier quasiment un papier tous les jours. En net, il me restait environ 1.500 euros. Pour des journées de neuf à dix heures, tous les jours ou presque.

Vous êtes, dites-vous, redevenue une « vraie » indépendante ; il y a donc de « faux » indépendants dans la presse ?

Ah mais ça c'est sûr ! Pendant quatre ans, j'ai eu un article à écrire à peu

impossible d'écrire pour une autre publication. Donc, oui, j'étais une « fausse » indépendante. « Fausse » parce que, normalement, le statut d'indépendant implique que l'on vende son boulot à plusieurs patrons, ce qui n'était pas mon cas, ni celui de la plupart des pigistes que je connais. Maintenant, je suis une « vraie » indépendante, puisque je suis obligée, pour nouer les deux bouts, de proposer mes piges à d'autres titres. Je collabore à d'autres titres mensuels et trimestriels plus confidentiels.

Et grâce à cela, vous parvenez à joindre les deux bouts ?

Je n'ai pas d'énormes besoins. Je partage un appartement avec une amie ; nous payons chacune 435 euros mensuels. Mais clairement, là, ça devient difficile. Je suis donc à la recherche d'un boulot de salariée à mi-temps, ailleurs qu'en journalisme : dans l'animation culturelle, par exemple, ou la communication dans le secteur associatif. A côté de ça, grâce à cette petite stabilité financière, je pourrais continuer à écrire pour des journaux, car j'aime trop ça pour laisser complètement tomber.

Et vous renonceriez alors à votre rêve de devenir journaliste professionnelle, full time ?

C'est sûr que ça va me rendre triste, en tout cas au début. C'est un deuil à faire. Mais, en même temps, courir partout, tout le temps, pour un salaire de misère, ce n'est pas une vie. Je me sens incapable de tenir comme ça encore longtemps ; peut-être que je ne suis pas suffisamment forte ? Peut-être que ce boulot n'était finalement pas pour moi ? Peut-être que je n'ai pas assez la niaque ? Pas assez l'esprit de compétition ? Peut-être que j'ai juste besoin, dans le fond, d'avoir une vie « normale », un boulot « nor-

Au fait, vous ne m'avez rien dit de votre famille... Votre accent me dit que vous venez d'outre-Quévrain ?

Oui, je suis originaire de France (je ne désire pas en dire davantage, car je n'ai pas envie d'être identifiée). J'ai souhaité venir en Belgique pour suivre un master en journalisme, à l'UCL. Du coup, j'ai laissé ma famille là-bas.

Ce doit être dur pour eux, non, de vous savoir loin d'eux, et aux prises à des difficultés professionnelles ? Vous n'avez jamais songé à tenter votre chance en France ?

Pour mes proches, c'est vrai que ce n'est pas gai. Mais vous savez, moi-même j'en ai marre de me plaindre, de m'indigner, de ne jamais entendre de bonnes nouvelles : la presse est un secteur sinistré, et à la longue, ça pèse. Quant à faire du journalisme en France, j'y ai pensé. Mais il n'y a pas de « chance » à tenter en France, si ce n'est à Paris. Et je n'ai pas envie de vivre à Paris. Trop stressant, trop de concurrence. Là-bas, plus encore qu'en Belgique, il s'agit d'un journalisme de « réseau » : si on n'est pas introduit, tuyauté, on n'a aucune chance.

Comment expliquez-vous que la crise de la presse dure si longtemps ?

Les journaux ne savent décidément pas quel chemin emprunter. Ils n'arrivent pas à entreprendre un

**Les patrons
des journaux
misent
là-dessus : sur
notre passion.**

futur vers lequel ils voudraient aller. Ils se laissent porter par les événements, vis-à-vis desquels ils adoptent un comportement purement réactif. De la « réactivité » : il faut avoir de la « réactivité ». Dans les rédactions, on n'a plus que ce mot-là à la bouche. Outre que c'est épuisant, c'est aussi moyennement intéressant. Parfois, je vous avoue que j'ai l'impression

VOILÀ MES ARTICLES
PATRON.
JE VOUS DOIS COMBIEN?



de recopier des trucs que je trouve sur le net. On est prié de traquer ce qui se dit sur le web et qui pourrait faire le buzz. Ce type d'infos, on doit se ruer dessus, et tartiner. Mais tout le monde le fait, donc tout le monde écrit sur les mêmes sujets. C'est comme cela que les sites internet se ressemblent tous. Alors, pour pallier ce manque d'originalité, il faut bien, parallèlement, encourager la chasse au scoop. Mais comme il y a de moins en moins de journalistes qui peuvent réellement se rendre sur le terrain, ça devient difficile. Bref, c'est le serpent qui se mord la queue.

Vous parlez des sites internet des médias. Et quid du papier ?

Dans l'ordre des priorités, on doit d'abord penser « articles pour le web ». Après, et seulement après, on réfléchit à ce qu'on pourrait mettre dans le journal papier.

Revenons-en à votre situation dans votre (presque-ex) journal. Comment

vos chefs de service, ceux qui vous ont mis un pied à l'étrier, et aussi vos collègues ont-ils réagi au fait que vous restiez sur le carreau et que, de surcroît, vos piges allaient diminuer ?

J'aime bien mes chefs directs, et je crois que c'est réciproque. Je pense qu'ils sont tristes de ce qu'il se passe, et qu'ils sont impuissants puisque les diktats budgétaires servent de politique éditoriale. Dans le contexte actuel, tout le monde craint un peu pour son emploi : les temps ne sont pas très favorables à la solidarité. Je pense aussi que plus haut, on s'arrange pour ne pas dire les choses clairement : on donne de l'espoir aux gens, et puis on les lâche, mais sans être franc. Un jour, on vous dit « Tu ne devrais pas te donner autant à fond ; tu devrais penser un peu plus à toi... » Je suis loin d'être la seule dans mon cas. J'ai une jeune collègue,

indépendante comme moi, qui travaillait full time trois jours complets par semaine pour le journal. Elle s'est absentée quelques semaines car elle a eu un bébé. A son retour, rien n'a vraiment été fait pour la réintégrer. Et vous savez quoi ? Les collègues

« On donne de l'espoir aux gens, et puis on les lâche, mais sans être franc. On leur dit « Tu devrais arrêter de te donner autant à fond »...

salariés ne se rendent pas forcément compte du sort que l'on réserve aux pigistes. Certains pigistes le sont depuis tellement longtemps qu'ils font partie des meubles, et leurs collègues ont oublié qu'ils sont pigistes. Et puis, il y a aussi comme une sorte de volonté de se voiler la face : cachez ces pigistes que je ne saurais voir.

Mon journal s'indigne régulièrement des conditions de travail des intermittents du spectacle ou des livreurs à vélo, pour ne citer qu'eux. Et, au sein de sa propre rédaction, il y a des gens qui en bavent sans que personne ne s'en inquiète vraiment...

« Les temps ne sont pas favorables à la solidarité » : que font les syndicats ?

A ma connaissance, la seule instance qui défend les travailleurs du journal, c'est la Société des Journalistes Professionnels interne à la maison, en lien avec l'AJP (Association des Journalistes Professionnels). Mais la SJP « maison » n'a qu'une compétence limitée pour ce qui concerne les indépendants : elle ne peut pas, par exemple, exiger une hausse du tarif des piges. Son terrain d'action, ce sont les salariés. Les indépendants du journal (nous sommes une bonne trentaine) devraient se fédérer, créer leur propre société de journalistes indépendants « maison » : nous aurions alors plus de poids. Mais les gens ont peur, d'autres ont un métier à côté et s'accommodent donc fort bien de leur statut de pigiste. Bref, ce n'est pas facile de mobiliser les journalistes indépendants autour de revendications collectives. Et c'est dommage. □